



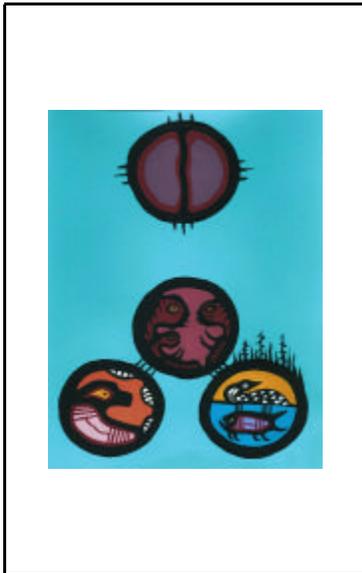
Région de l'Ontario
Plan d'activités
Avril 2000 – mars 2001



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Canada



Peinture acrylique de style traditionnel par l'artiste Richard Bedwash.

Légende de la couverture et des illustrations

Notre graphisme reflète trois visions d'artistes autochtones tirées de Rassembler nos forces – Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones.

Concept graphique de Ginny Boissoneau, coordonnatrice du programme des arts et artiste, Native Canadian Centre of Toronto. Peintures de Ronny Leutschaft, artiste et sculpteur sur pierre Ojibway et Richard Bedwash, artiste Ojibway.



Peinture acrylique de style traditionnel par l'artiste Ronny Leutschaft.

Publié avec l'autorisation du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien Ottawa, 2000
<http://www.ainc.gc.ca>

QS-T010-000-FF-A1
 No de catalogue R1-7/2001F
 ISBN 0-662-84773-3

© Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

This publication is also available in English under the title: Ontario Region – Business Plan – April 2000 – March 2001

Published under the authority of the Minister of Indian Affairs and Northern Development
 Ottawa, 2000

<http://www.ainc.gc.ca> QS-T010-000-EE-A1
 Catalogue No R1-7/2001E
 ISBN 0-662-29037-2

INTRODUCTION



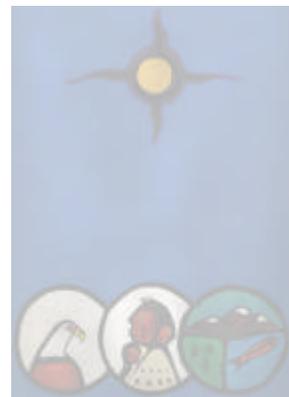
L'Ontario abrite 127 Premières nations qui se situent à des étapes de développement variables. Certaines des Premières nations les plus avancées du Canada sont situées en Ontario, mais on y recense également nombre de collectivités confrontées aux défis que soulève le fait d'être parmi les plus éloignées et les plus isolées du pays. Elles manquent fréquemment des infrastructures de base : canalisations d'aqueduc et d'égout, énergie hydroélectrique efficace et fiable, routes toutes saisons et logements adéquats. Une planification concertée est nécessaire pour résoudre ces problèmes de manière efficace et rentable. Le projet de réseau hydroélectrique de la Baie James, mis en œuvre en partenariat avec les Premières nations du Nord de l'Ontario, constitue un pas sur la voie du comblement de ces lacunes. D'autres stratégies visant l'accélération de la construction de logements neufs seront mises en œuvre de manière énergique. Parallèlement, ces collectivités éloignées possèdent des atouts naturels qui constitueront des facteurs de succès au cours du siècle qui débute. Elles sont situées dans une région riche en ressources naturelles, en particulier la forêt et les minéraux. Notre défi consiste à favoriser la concertation des partenaires clés, des Premières nations, du secteur privé canadien et des organismes gouvernementaux afin de contribuer à la création d'une économie de ressources dans le Nord. Bien entendu, cela doit se faire de manière durable sur le plan écologique, et seulement dans le respect des traditions et valeurs des Premières nations.

La population autochtone de l'Ontario croît plus rapidement que la population non autochtone. Un plus grand nombre de jeunes Autochtones continuent à fréquenter l'école et finissent leurs études postsecondaires, aspirant à contribuer de manière significative à l'avenir de leurs collectivités. Il convient d'aider ces jeunes à trouver des emplois et à créer leurs propres entreprises. Au fur et à mesure où nous mettons en œuvre le nouveau programme amélioré de développement économique du Ministère, un plus grand nombre de possibilités devraient voir le jour pour ces jeunes de talent.

Les problèmes de responsabilité financière demeurent également à l'avant-plan. La mise en œuvre des ententes de transfert financier demeure un défi. À l'appui des principes de bon gouvernement à tous les échelons, le personnel régional collaborera avec les Premières nations à l'étude de nouveaux mécanismes de responsabilisation, parmi lesquels les mécanismes administratifs de recours, les lignes directrices en matière de conflit d'intérêt et les politiques centrées sur la collectivité dans des domaines comme les élections.

À l'échelle de l'Ontario, il convient d'éduquer le public sur les questions autochtones. Notre défi consiste à expliquer pour quelle raison les règlements relatifs aux revendications territoriales, les droits issus de traités et l'autonomie gouvernementale sont importants pour l'avenir de notre pays. Cette année, la région de l'Ontario célébrera le 95^e anniversaire du Traité no 9 et le 150^e anniversaire des Traités Robinson-Huron et Robinson-Supérieur, célébrant nos relations de longue date que nous nous sommes engagés à renouveler et à renforcer.

Au fur et à mesure qu'évoluent les gouvernements des Premières nations, le personnel du Ministère verra son rôle évoluer sans cesse. Il doit trouver de nouvelles façons de résoudre les problèmes, de livrer les résultats et de combler les attentes de l'entreprise privée. La région de l'Ontario s'est engagée à appuyer nos employés de tous les échelons dans les efforts qu'ils déploient pour apprendre et s'améliorer sans cesse. En accroissant notre capacité de leadership, nous améliorons notre efficacité tant individuellement qu'en tant qu'organisation.





PLAN D'ACTIVITÉS DE LA RÉGION DE L'ONTARIO

- ▶ **Soutien du renforcement des collectivités, des populations et des économies :**
- ▶ **Appuyer le développement économique par voie de partenariats créatifs, trouver des moyens efficaces et innovateurs d'accélérer les programmes de logement et d'infrastructures, et résoudre les problèmes cruciaux auxquels sont confrontées les collectivités vulnérables, en déployant une stratégie holistique.**

Éducation et jeunes :

- ▶ **Collaborer avec le ministère de l'Éducation à la mise sur pied du soutien nécessaire aux examens de la liste nominative, de manière à élaborer un processus d'évaluation du respect des normes provinciales, ainsi qu'à fournir un processus permettant de signaler les problèmes.**
- ▶ **Mettre sur pied un comité d'examen chargé de fournir évaluation et recommandations à la haute direction à propos de l'efficacité des stratégies visant à satisfaire les besoins et les priorités des Premières nations dans le domaine scolaire.**
- ▶ **Poursuivre l'élargissement des séances de consultation sur l'éducation en collaboration avec les commissions scolaires provinciales et les représentants des Premières nations, de manière à améliorer la qualité de l'éducation.**
- ▶ **Élaborer une stratégie afin de donner suite au rapport sur l'éducation du vérificateur général.**
- ▶ **Appuyer l'année 4 de l'initiative " L'école avant tout "; évaluer les résultats et mettre au point les prochaines étapes.**
- ▶ **Mettre sur pied une stratégie de soutien des activités de transition de l'école au marché du travail.**
- ▶ **Poursuivre le soutien de la Community Coalition Unified for the Protection of Children and Youth à Thunder Bay; travailler avec les éducateurs et chefs de file des municipalités de Kenora et Sioux**

Lookout à l'évaluation de l'utilité de mécanismes similaires dans ces collectivités.

- ▶ **Assurer le soutien des forums pour les jeunes, des groupes de discussion et de la conférence**
- ▶ **annuelle des directeurs principaux, ainsi que les journées de l'éducation et les initiatives des jeunes sous forme de conseils, de facilitation et de financement.**
- ▶ **Collaborer avec la Première nation Matawa à la mise sur pied de stratégies dans le but de régler des questions comme les classes adaptées, l'élaboration de programmes d'évaluation des écoles et les formules visant à résoudre les pénuries d'enseignants dans les collectivités éloignées.**
- ▶ **Poursuivre les discussions avec le ministère de l'Éducation au sujet du transfert des écoles provinciales aux Premières nations de Rocky Bay et Nibinamik.**
- ▶ **Collaborer avec le Conseil de l'éducation des Nishnawbe du Nord (CENN) à l'ouverture d'une école secondaire pour Autochtones en milieu urbain à Thunder Bay**

Enjeux sociaux :

- ▶ **Poursuivre les travaux auprès du service à la famille de la tribu des Ojibways (SFTO) afin de mettre en œuvre les recommandations de l'examen opérationnel complet et de mettre sur pied un système de gestion corrective.**
- ▶ **Assurer la liaison avec la province afin de déterminer le nombre d'examens de programme à réaliser en 2000-2001 pour les auxiliaires familiales, les soins de jour et Ontario au travail.**
- ▶ **Étudier le programme de financement de transfert de l'aide sociale (PFTA) en combinaison avec les examens provinciaux sur place.**



- ▶ Continuer à créer des possibilités d'emploi par l'intermédiaire du PFTA; mettre à profit les recommandations de l'examen pour améliorer le taux de participation.
- ▶ Gérer de manière proactive l'accord de 1965 sur les services de bien-être social et élaborer des options relativement à l'aide sociale, à l'aide sociale à l'enfance, aux soins de jour et aux soins aux adultes.
- ▶ Mettre en œuvre l'année 3 de la stratégie de réinvestissement de la Prestation nationale pour enfants (PNE); continuer à assurer le suivi, l'analyse et le compte rendu en rapport avec les plans.
- ▶ Continuer à faciliter la coordination et la coopération entre le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario (MSSC), les organismes de service à l'enfance et à la famille, et les différentes collectivités à propos de l'aide sociale à l'enfance.
- ▶ Continuer à rechercher avec les Premières nations et la province des solutions aux problèmes soulevés par la mise en œuvre d'Ontario au travail.
- ▶ En collaboration avec le MSSC et Santé Canada, appuyer une diversité de projets pilotes qui amélioreront l'aide sociale à l'enfance, la santé des collectivités et la mise en valeur des capacités.
- ▶ Poursuivre le soutien de l'équipe des enquêteurs du Grand conseil du Traité no 3 sur les services sociaux.
- ▶ Fournir assistance et conseils sur les questions de soins de jour; assurer la liaison avec la province et Développement des ressources humaines Canada (DRHC) sur les questions de financement; appuyer les présentations des collectivités dans le cadre de l'initiative du projet pilote, jusqu'à un montant pouvant atteindre 2,4 millions de dollars.
- ▶ Poursuivre les travaux avec le MSSC afin

de terminer les vérifications portant sur les années 1993-1994 à 1997-1998; entreprendre les discussions relatives aux plans de vérification pour 1998-1999 et 1999-2000

- ▶ Continuer à participer au groupe de travail ministériel sur la politique relative à l'aide sociale à l'enfance.
- ▶ Déployer des efforts pour accroître la participation des petites collectivités éloignées à l'initiative de Réforme de la sécurité du revenu.
- ▶ Élaborer une stratégie afin de répondre aux besoins des collectivités à risque, de sélectionner officiellement trois projets pilotes et d'élaborer un plan de travail.
- ▶ Fournir information et références aux Premières nations sur le Fonds de guérison des Autochtones.

Logement :

Soutien du renforcement des collectivités, des populations et des économies :

Appuyer le développement économique par voie de partenariats créatifs, trouver des moyens efficaces et innovateurs d'accélérer les programmes de logement et d'infrastructures, et résoudre les problèmes cruciaux auxquels sont confrontées les collectivités vulnérables, en déployant une stratégie holistique.

- ▶ Conclure le plan d'activités de cinq ans et le plan de travail détaillé dans le domaine du logement avec le Grand conseil du Traité no 3 et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL); inviter

DRHC à collaborer au partenariat.

- ▶ Mettre en évidence des possibilités d'exploiter les activités reliées au logement et au développement économique, comme les coopératives et l'achat en gros de matériaux.

- ▶ Promouvoir la mise sur pied de huit initiatives en vertu de la politique sur les initiatives en matière de logement des Premières nations; collaborer avec les organismes privés et gouvernementaux, la SCHL et les établissements prêteurs.

Infrastructures :

- ▶ Poursuivre les travaux avec la NNA, les Premières nations et les conseils tribaux afin d'évaluer les options d'amélioration de l'accès routier et de fournir des infrastructures électriques aux collectivités nordiques éloignées.

- ▶ Continuer à rencontrer l'Ontario First Nations Technical Services Corporation (OFNTSC) et les conseils tribaux afin d'étudier les installations et les processus d'entretien.

- ▶ Continuer à promouvoir le recours à des options pilotes pour les infrastructures reliées à la croissance et maintenir l'exigence d'ententes pluriannuelles pour cette initiative.

- ▶ Réaliser un examen de la croissance reliée à l'initiative d'infrastructures et de l'incidence sur les petites Premières nations.

- ▶ Continuer à trouver des formules pour remplacer les génératrices diesels chez les Premières nations de North Caribou, Sandy Lake, Poplar Hill, Eabametoong et Kitchenuhmaykoosib.

- ▶ Poursuivre la mise en œuvre de la phase II de l'accord de rénovation; négocier une prolongation avec la province.

- ▶ Continuer à accéder à de nouvelles ressources de l'Initiative d'infrastructure fédérale.

- ▶ Appuyer les négociations entre l'OFNTSC et DRHC sur le transfert des responsabilités relatives à la protection incendie et aux inspections de sécurité incendie.

- ▶ Contrôler et régler les problèmes de qualité des eaux et d'évacuation des eaux usées en collaboration avec Santé Canada et l'OFNTSC.
- ▶ Poursuivre l'examen des ententes existantes avec Ontario Hydro et élaborer un plan de travail pour les remplacer par de nouveaux accords.

Environnement :

- ▶ Déployer des efforts pour terminer 50 % des enquêtes de la phase III du Répertoire des questions environnementales (RQE) sur les sites de catégories 1 et 2 appartenant à des tiers.

- ▶ Effectuer un examen des grands projets qui ont des répercussions sur les terres des Premières nations et qui justifient l'application de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

- ▶ Améliorer les conditions environnementales en remettant en état les sites contaminés et en construisant des sites de stockage de carburants en vrac.

- ▶ Obtenir l'approbation de la remise en état de quatre sites contaminés en se prévalant de la nouvelle formule de financement axé sur le partage des coûts.

Développement économique :

- ▶ Appuyer le développement économique dans les domaines de la construction de routes, de l'accès à l'énergie, ainsi que la participation des Autochtones au développement de l'industrie de la foresterie au Nord du 51e parallèle.

- ▶ Appuyer les plans et initiatives de la NNA dans le secteur de l'énergie, comme le précise le processus de protocole.

- ▶ Continuer à fournir conseils, assistance et garanties par l'intermédiaire du programme de garantie de prêt du FDEI.

- ▶ Continuer à offrir un soutien à l'Association des parcs industriels autochtones de l'Ontario (APIAO), en insistant sur le développement du commerce international.

Renforcement de la gestion des affaires publiques autochtones

Négocier de nouveaux rapports de gouvernement à gouvernement et appuyer la mise en valeur des capacités chez les dirigeants, les administrateurs et les membres de la population des Premières nations. Mettre en œuvre avec succès les accords de règlement des revendications territoriales.

- ▶ Continuer à mettre l'accent sur l'initiative de renouveau économique (IRE) et pour ce faire : faciliter l'achèvement de six grands projets reposant sur des partenariats entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les partenaires autochtones.
- ▶ Terminer pages Web et bases de données.
- ▶ Organiser quatre forums sur le partenariat et faciliter les manifestations ministérielles.
- ▶ Élaborer une stratégie de communications qui fasse la promotion des services du Secrétariat au renouveau économique (SRE), améliore la sensibilisation du public et encourage les partenariats.
- ▶ Organiser des séances de consultation afin de mettre en évidence et d'abolir les obstacles au développement économique des Autochtones.
- ▶ Faciliter l'organisation d'ateliers sur demande de parties externes selon la formule de facturation d'honoraires.
- ▶ Poursuivre les travaux relatifs au plan stratégique quinquennal de développement économique Akwesasne-Canada.
- ▶ Poursuivre les travaux avec l'administration centrale et les agents de développement économique communautaire (ADEC) dans le but d'améliorer le compte rendu de programmes.
- ▶ Coordonner l'élaboration d'un plan de promotion régional qui appuie les travaux réalisés par l'IRE, l'économie de ressources (ER), la stratégie d'infrastructure et l'Association des parcs industriels autochtones de l'Ontario (APIAO).
- ▶ Coordonner les examens de projets de développement économique des NAR, de l'IAR et du Fonds de participation, et formuler des recommandations par l'intermédiaire du comité d'examen de projet.

Renforcement de la gestion des affaires publiques autochtones :

Négocier de nouveaux rapports de gouvernement à gouvernement et appuyer la mise en valeur des capacités chez les dirigeants, les administrateurs et les membres de la population des Premières nations. Mettre en oeuvre avec succès les accords de règlement des revendications territoriales.

Mise en valeur des capacités :

- ▶ Un certain nombre de séances d'information et d'ateliers de formation seront offerts aux Premières nations, à la suite de la Décision Corbiere.
- ▶ Fournir des outils et continuer à aider les Premières nations à gérer leurs terres en vertu de l'article 53/60 de la Loi sur la gestion des terres des Premières nations (LGTPN).
- ▶ Poursuivre le soutien des Premières nations grâce à des ateliers de formation et des séances d'information sur l'inscription des Indiens, les fonds des Indiens, l'administration des bandes, les successions et les règlements municipaux.
- ▶ Poursuivre la promotion et le soutien de l'élaboration de codes électoraux écrits pour les Premières nations qui ont recours à des élections selon la coutume.
- ▶ Poursuivre la promotion du protocole d'entente d'Échanges Canada et du

Renforcement de la gestion des affaires publiques autochtones :

Intensifier les relations de travail avec les chefs autochtones, afin de promouvoir de nouveaux partenariats entre les Autochtones et les autres paliers de gouvernement, et susciter la compréhension et le soutien du public à l'égard du programme autochtone.

programme d'échange de personnel avec le GCT no 3.

- ▶ Superviser et appuyer la création du chapitre ontarien de l'association des comptables autochtones.



- ▶ Organiser six séances d'information sur les ententes pluriannuelles et le cadre de contrôle de gestion avec les Premières nations, les conseils tribaux et les organismes politiques des traités.
- ▶ Collaborer directement avec la nation Nishnawbe-Aski (NNA) à la mise au point d'une stratégie de mise en valeur des capacités financières.
- ▶ Améliorer la réception d'états financiers vérifiés exacts et en temps opportun, et pour ce faire : organiser six séances d'information pour les vérificateurs, les Premières nations et les conseils tribaux. Mettre en œuvre et communiquer les mesures correctives à entreprendre.
- ▶ Améliorer le contrôle suivi des vérifications en souffrance et offrir une aide aux Premières nations pour qu'elles parviennent à respecter leurs échéances.
- ▶ Organiser des séances d'information dans le Nord de l'Ontario sur le processus d'autonomie gouvernementale. Planifier et organiser deux ateliers dans le Nord-Ouest de l'Ontario sur l'appareil gouvernemental.
- ▶ Appuyer un atelier sur l'autonomie gouvernementale en Ontario pour les négociateurs fédéraux et autochtones d'ici septembre 2000.
- ▶ Élaborer un dossier d'orientation pour les chefs, les conseils et les membres de la collectivité nouvellement élus, en partenariat avec les Premières nations et les conseils tribaux.

Négociations :

- ▶ Conclure les négociations relatives à l'entente de principe (EP) sur l'exercice des pouvoirs en matière d'éducation avec le secrétariat des chefs de Fort Frances.
- ▶ Conclure l'accord cadre relatif à l'exercice des pouvoirs en matière d'éducation des chefs de Kenora et passer à l'étape de l'EP.
- ▶ Commencer les négociations relatives à un accord cadre sur l'exercice des pouvoirs en matière d'éducation avec les chefs de Dryden.
- ▶ Continuer à appuyer les négociations en cours avec l'Union des Indiens de l'Ontario (UIO) (gestion des affaires publiques et éducation),

avec les Conseils unis de Anishnabeg (CUA) (ensemble des pouvoirs), de GCT no 3 (ensemble des pouvoirs et éducation) et les Algonquins de Pikwakanagan (revendication territoriale des Algonquins).

- ▶ Adopter une stratégie régionale en matière de négociation et de mise en œuvre de la politique sur le droit inhérent.
- ▶ Continuer à appuyer les négociations sur l'autonomie gouvernementale en élaborant des méthodologies d'attribution adéquates.
- ▶ Participer aux négociations relatives au transfert des pouvoirs avec la Première nation Mnjikaning, afin d'aboutir à un règlement satisfaisant.

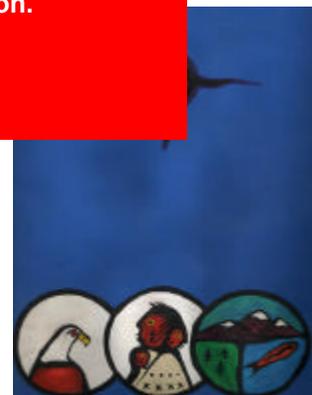
Mise en valeur de la capacité interne et leadership :

À l'heure du changement constant, nous nous engageons à appuyer nos employés de tous les niveaux dans les efforts qu'ils déploient pour apprendre et s'améliorer en permanence. En développant notre capacité de leadership, nous améliorons notre efficacité tant sur le plan individuel qu'en tant qu'organisation.

- ▶ Terminer la mise en œuvre des règlements relatifs aux revendications et aux ententes

sur les terres indiennes des Premières nations de Whitefish River, Garden River, Mississauga, Michipicoten, Wikwemikong et Nipissing.

- ▶ Conclure des ententes finales avec les Premières nations de Sand Point, Rocky Bay, Thessalon et Wasauksing.
- ▶ Conclure des EP avec Pic Mobert et Plays Plat.
- ▶ Réaliser des progrès sur la voie de la mise en œuvre des ETI de Manitoulin et des règlements relatifs aux revendications de Parry Island, rivière Garden, Big Grassy et Assabaska.
- ▶ Appuyer les négociations relatives aux revendications territoriales avec les Premières nations de Ipperwash, Enniskillen, Williams Treaty, Lac Seul, Wahta et Fort William.



- ▶ Conclure les processus de vote de ratification des règlements relatifs à des revendications précises pour les Premières nations de Caldwell, Michipicoten, Enniskillen, et Wahta.
- ▶ Superviser la participation de la région de l'Ontario à la mise en œuvre du protocole politique de cinq ans avec Akwesasne.

Ajouts aux réserves :

- ▶ Terminer le processus de création des réserves pour les Premières nations de Slate Falls, Weenusk, Aroland et Webequie.
- ▶ Participer à l'examen ministériel des réserves en milieu urbain et des ajouts aux réserves (AR).
- ▶ Terminer le processus d'AR pour les terres des Premières nations de Lansdowne House, Cat Lake, West Bay, Big Trout Lake, Wauzhushk Onigum, les Moraviens de la Thames, Wapekeka, Attawapiskat, Mattagami et Tyendinaga.
- ▶ Terminer le transfert relatif à Turton Penn.

Renouvellement des partenariats :

- ▶ Intensifier les relations de travail avec les chefs autochtones, afin de promouvoir de nouveaux partenariats entre les Autochtones et les autres paliers de gouvernement, et susciter la compréhension et le soutien du public à l'égard du programme autochtone.

Partenariats :

- ▶ Aider la Première nation de Lac Seul à effectuer la transition entre les élections prévues par la Loi sur les Indiens et les élections selon la coutume.
- ▶ Participer en tant que ressources techniques à la mise en œuvre de la Décision Corbiere avec l'Union des Indiens de l'Ontario (UIO) et la Première nation Batchewana.
- ▶ Aider la nation Wikwemikong à renouveler le projet pilote des successions et fiducies des Premières nations et leur proposition relative à un nouveau projet de régime foncier.
- ▶ Dans le cadre de l'initiative conjointe assemblée des Premières nations/SFF, constituer un certain nombre de groupes de travail.

- ▶ Continuer à étendre et améliorer les systèmes SFF pour les Premières nations, de manière à permettre à celles-ci d'assumer un rôle plus important en rapport avec l'administration de leurs affaires dans tous les domaines actuellement administrés par le MAINC.

- ▶ Collaborer avec l'OFNTSC à la mise en œuvre d'une fonction d'échange de données informatisée pour un système d'inventaire des immobilisations.

- ▶ Appuyer les partenariats avec les Premières nations et la province dans le cadre de grands projets comme la Première nation de Fort William et les terres du CN, le permis d'exploitation forestière durable de Pikangikum et Moose Cree et la scierie de bois de feuillus de Long Lac.

- ▶ Continuer à participer à l'équipe de transfert des responsabilités avec l'UIO.

- ▶ Continuer à appuyer le Programme fédéral d'emplois d'été avec un organisme des Premières nations.

- ▶ Poursuivre les travaux prévus par le protocole d'entente (PE) signé entre le MAINC et la Commission de la fonction publique (CFP) à propos de l'emploi d'Autochtones dans la fonction publique.

- ▶ Poursuivre l'élargissement de la formation en matière de sensibilisation à la culture autochtone, en association avec les Mohawks de la baie de Quinte (MBQ) et d'autres ministères du gouvernement.

- ▶ Terminer une résidence pour les Anciens à Thunder Bay et poursuivre le soutien de Dodem Kanonsha, à Toronto.

- ▶ Participer aux assemblées et aux journées de perfectionnement professionnel du Conseil régional des Communications de l'Ontario.

Éducation du public/communications :

- ▶ Produire une carte et un feuillet de renseignements présentant de l'information générale sur l'Ontario.

- ▶ Poursuivre les visites des écoles pour parler de la culture et des traditions autochtones.

- ▶ Promouvoir la Journée nationale des Autochtones en participant à diverses activités à l'échelle de la province.

- ▶ Organiser des expositions à l'occasion de conférences sur le renouveau économique, de salons de carrière et d'autres manifestations appropriées pour assurer la visibilité du MAINC et accomplir les objectifs d'éducation du public.
- ▶ Continuer à produire des fiches techniques pour publiciser les fonds de l'IAR et du Fonds de participation.
- ▶ Produire un bulletin sur le développement économique. Continuer à élaborer et étendre le site intranet régional et la page du site Internet national consacré à l'Ontario.
- ▶ Continuer à effectuer des présentations auprès de groupes d'intérêts et du grand public sur les politiques du MAINC en matière de revendications territoriales et de négociations.

Instauration de nouvelles relations financières :

- ▶ Instaurer des relations financières stables et prévisibles et améliorer l'autonomie des Premières nations, de manière à appuyer la mise sur pied de cadres de responsabilisation pertinents.

10 Relations financières :

- ▶ Étudier les évaluations régionales afin de garantir que des plans de développement sont en place lorsque nécessaire.
- ▶ Étudier et classer par priorité les besoins de formation et les demandes de financement : Région de l'Ontario - Plan d'activités, Avril 1999 – Mars 2001.

Mise en valeur de la capacité interne et leadership :

À l'heure du changement constant, nous nous engageons à appuyer nos employés de tous les niveaux dans les efforts qu'ils déploient pour apprendre et s'améliorer en permanence. En développant notre capacité de leadership, nous améliorons notre efficacité tant sur le plan individuel qu'en tant qu'organisation.

- ▶ Premières nations. Assister aux réunions d'examen de vérification périodiques.
- ▶ Promouvoir le recours aux conseils tribals.
- ▶ Participer à l'élaboration de lignes directrices et de formalités administratives pour les agents des services de financement et les Premières nations.
- ▶ Promouvoir l'EFPCPN en tant qu'option de financement pluriannuel et augmenter de dix le nombre des ententes pluriannuelles.
- ▶ Continuer à concevoir un cadre régional de responsabilisation, de vérification de la conformité et de mise en valeur des capacités.
- ▶ Soutenir l'élaboration de systèmes de responsabilisation et vérification de la probité et de la prudence du financement ainsi que du caractère judicieux des pratiques de gestion.
- ▶ Collaborer avec les Premières nations à la présentation de trois politiques relatives aux appels d'offres.
- ▶ Coordonner les vérifications de la conformité des évaluations des écoles, des frais de scolarité de la province et des centres culturels.
- ▶ Rationaliser les examens budgétaires et les processus d'accord de financement afin de réduire le fardeau administratif pour le personnel des Premières nations.

Mise en valeur de la capacité interne et leadership :

À l'heure du changement constant, nous nous engageons à appuyer nos employés de tous les niveaux dans les efforts qu'ils déploient pour apprendre et s'améliorer en permanence. En développant notre capacité de leadership,

notre efficacité tant sur le plan individuel qu'en tant qu'organisation.

- ▶ Accroître le suivi des plans de gestion des mesures correctives et l'administration des accords de cogestion des contrats avec des tiers et, pour ce faire : accroître le recours au module de gestion – Système de gestion des paiements de transfert (SGPT). Augmenter le nombre de visites aux collectivités des

- ▶ Continuer à appuyer les initiatives de leadership et d'apprentissage du secteur privé.



RAPPORT SUR LE RENDEMENT

- ▶ Continuer à renforcer les communications internes au moyen de diverses méthodes, y compris le site intranet régional.
- ▶ Participer au Conseil fédéral de l'Ontario et à ses sous-comités, ainsi qu'au Comité conjoint de transition de carrière (CCTC).
- ▶ Participer à l'élaboration des formalités administratives pour le compte de l'unité des accords financiers.
- ▶ Appuyer le perfectionnement professionnel des employés par le biais de l'Initiative de perfectionnement des cadres intermédiaires et du programme Comblant l'écart.
- ▶ Élaborer et mettre en œuvre des plans d'apprentissage individuel pour chaque employé.
- ▶ Continuer à appuyer des programmes ministériels comme le Programme de recrutement d'Autochtones au niveau de la maîtrise, le Programme pour les diplômés, le Programme de rémunération d'affectation spéciale (PRAS), le programme Cours et affectations de perfectionnement (CAP), le Programme d'emploi des Autochtones (PEA), Comblant l'écart (CE), le Programme régional de détachement interministériel (PRDI) et les programmes de mentorat.

Soutien de collectivités, de populations et d'économies fortes

Éducation et jeunes :

- ▶ Instauration de liens avec le ministère de l'Éducation à l'échelon des politiques et à l'échelon technique et élaboration d'un processus de signalement des problèmes.
- ▶ Planification et organisation de quatre séances de consultation sur l'éducation pour les Premières nations de Lakehead, Kenora, Fort Frances, Sioux Lookout et Nakina.
- ▶ Poursuite de la mise sur pied et de la mise en œuvre de l'initiative " L'école avant tout ", en partenariat avec l'union des Indiens de l'Ontario (UIO).
- ▶ Suggestion de la création de deux nouveaux camps de recherche de la Vision.
- ▶ Soutien à la prestation de forums et de conférences comme les Journées de l'éducation.
- ▶ Soutien à la conférence des directeurs principaux et présentation d'un exposé sur les programmes pour jeunes.
- ▶ Financement de neuf Premières nations, qui ont terminé leurs évaluations scolaires et de 27 autres qui ont débuté le processus.
- ▶ Soutien à l'éducation de qualité en Ontario en renforçant les activités de responsabilisation et de contrôle de la conformité dans le cadre de 42 examens scolaires et de l'élaboration d'un plan d'évaluation quinquennal pour 56 écoles situées dans les réserves.
- ▶ Réalisation de 70 examens de la liste nominative sur place afin de vérifier l'exactitude des données reçues et le respect des modalités et conditions des accords de financement.
- ▶ Soutien à la construction d'une nouvelle école et de l'agrandissement d'un autre établissement en mettant à profit les méthodes alternatives de financement de la construction d'immobilisations.
- ▶ Financement de neuf Premières nations qui

ont terminé leurs évaluations scolaires et de 27 autres qui ont débuté le processus.

▶ Soutien à l'éducation de qualité en Ontario en renforçant les activités de responsabilisation et de contrôle de la conformité dans le cadre de 42 examens scolaires et de l'élaboration d'un plan d'évaluation quinquennal pour 56 écoles situées dans les réserves.

▶ Réalisation de 70 examens de la liste nominative sur place afin de vérifier l'exactitude des données reçues et le respect des modalités et conditions des accords de financement.

▶ Soutien à la construction d'une nouvelle école et de l'agrandissement d'un autre établissement en mettant à profit les méthodes alternatives de financement de la construction d'immobilisations.

▶ Achèvement de l'approbation, de l'élaboration et de l'appel d'offres préliminaire relativement à l'école St. Anne; à l'heure actuelle, étude des options permettant la construction de l'école avant l'échéance régionale prévue.

▶ Financement de la phase II des dispositions qui appuient les initiatives de programmes d'études pour les nouvelles matières des étudiants de toutes les écoles des Premières nations qui visent la parité avec les écoles situées hors des réserves.

▶ Soutien des activités de la Community Coalition Unified for the Protection of Children and Youth (CCUPLY) et collaboration avec l'organisme afin d'instaurer un partenariat et un plan de travail conjoint avec le Centre national de prévention du crime.

▶ Participation au processus provincial de réforme en cours, ce qui inclut la formulation d'avis, le soutien des ateliers et la facilitation de la mise en œuvre d'Ontario au travail.

▶ Collaboration avec Santé Canada (SC) et le Chiefs of Ontario Office (COO) à la mise en œuvre de l'initiative des Soins de santé à domicile et en milieu communautaire pour les Premières nations et les Inuits et à son intégration à d'autres programmes.

▶ Participation à des réunions et aide à la rédaction du rapport sur l'examen de la politique relative aux services de bien-être de l'enfance.

▶ Collaboration avec le ministère des Services sociaux et communautaires (MSSC) et le conseil uni des Anishnabek (CUA) à la mise en œuvre par les organismes de la phase I du programme.

▶ Achèvement de l'examen des services à la famille de la tribu des Ojibways (OTFS), création d'une équipe de mise en œuvre et élaboration de plans de travail.

▶ Offre d'une aide à l'Ontario Native Welfare Administrators Association (ONWAA) afin d'effectuer sa promotion en tant que prestataire de service aux Premières nations.

▶ Organisation de rencontres régulières avec SC, le MSSC et les autres prestataires de service afin de coordonner les activités, de résoudre les problèmes et de mettre en évidence les possibilités d'intervention concertée sur les questions entourant le bien-être de l'enfance, les soins médicaux et les soins à l'enfance.

Enjeux sociaux :

▶ En vertu de l'initiative de Réforme de la sécurité du revenu, soutien de 15 projets pilotes dans des collectivités des Premières nations afin de contribuer à la réduction de la dépendance à l'égard de l'aide sociale et à la transition vers le marché du travail.

▶ Collaboration avec les Premières nations à la mise en œuvre avec succès de l'année 2 de la stratégie de réinvestissement dans les prestations nationales pour enfants; 108 Premières nations ont participé à un réinvestissement d' environ 5 millions de dollars.

▶ En collaboration avec le MSSC et SC, soutien de projets pilotes et de conférences, et coordination de services reliés à la santé mentale, aux services de placement familial, aux interventions et au counselling.

▶ Poursuite des travaux avec le MSSC afin de mettre la touche finale aux vérifications des années 1993-1994 à 1997-1998. À l'heure actuelle, étape des visites sur place; achèvement de la vérification prévue pour 2000-2001.

- ▶ Offre d'un financement à 21 Premières nations et à l'Association des Iroquois et des Indiens alliés (AIIA) pour l'élaboration de stratégies nationales et régionales de mise en œuvre de la Prestation nationale pour enfants (PNE).
- ▶ Fourniture d'environ 1,7 millions de dollars en financement à 22 Premières nations pour appuyer les projets de financement de transfert de l'aide sociale (PFTA) pour la création d'emplois.

Logement :

- ▶ Élaboration d'une modification au processus d'approbation en vertu de la nouvelle politique du logement afin de garantir que des services de traitement des eaux et des eaux usées peuvent être offerts aux projets de construction de logements.
- ▶ Collaboration avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et les organismes autochtones au comité sur le logement qui est responsable de la distribution des subventions accordées en vertu de l'article 95 et du PAREL, et formulation de recommandations de changement du processus de distribution.
- ▶ Poursuite des travaux en collaboration avec les organismes privés et gouvernementaux, la SCHL et les institutions financières afin de mettre sur pied des initiatives en matière de logement au sein de trois collectivités éloignées; ce partenariat a donné lieu à la construction de 100 nouvelles résidences.
- ▶ Collaboration avec les Premières nations à l'approbation de 23 plans relevant de la nouvelle politique sur le logement, pour un total de 4,038 millions de dollars.
- ▶ Collaboration avec 25 Premières nations à l'amélioration de la planification reliée à la nouvelle politique du logement et à la fourniture de parcelles viabilisées, grâce au recours à des formules de financement de base et de remplacement.
- ▶ Soutien du Grand conseil du Traité no 3 (GCT no 3) sur le plan de la conception et de l'animation d'un atelier consacré aux politiques en matière de logement.

Infrastructures :

- ▶ Poursuite de la phase II du programme de rénovation : 16,1 millions de dollars ont été

alloués à des projets de traitement des eaux et des eaux usées dans les 12 collectivités restantes.

- ▶ Au total, 133,9 millions de dollars ont été consacrés au financement de 217 projets d'immobilisations et de logement, ce qui inclut 54 projets de traitement des eaux et des eaux usées, 19 projets d'électrification, 16 projets d'éducation et onze autres grands projets d'infrastructures.
- ▶ Approbation d'un budget de 58 millions de dollars pour l'extension du réseau d'hydroélectricité sur la côte ouest de la Baie James. Une fois terminé, le réseau alimentera en électricité les trois Premières nations, permettant le remplacement de 13 génératrices diesels.
- ▶ Élaboration et mise en œuvre d'options de gestion des besoins financiers imprévus en rapport avec le traitement des eaux et des eaux usées, tout en réduisant la surprogrammation du plan relatif à la capitale régionale.
- ▶ Achèvement du processus d'approbation de la transmission de l'électrification au lac Cat et à Pikangikum, ainsi que de l'accord d'achat d'électricité pour l'initiative des Cinq-Nations.
- ▶ Mise en œuvre du processus d'approbation préliminaire des documents relatifs à une ligne de transmission jusqu'à North Caribou, Poplar Hill, Eabametoong et Kitchenuhmaykoosib, et portant sur la recherche de formules pour remplacer les génératrices diesels.

Environnement :

- ▶ Élaboration d'une stratégie de mesures correctives pour les sites de faible superficie présentant des risques élevés (sites dont le coût technique estimé est inférieur à 250 000 \$).
- ▶ Soutien de 15 projets de remise en état actuellement en cours sur des sites présentant un risque élevé.
- ▶ Traitement de toutes les exigences d'arpentage dans les délais prévus.
- ▶ Élaboration et réception de l'approbation de la nouvelle formule de financement basé sur le partage des coûts des projets de remise en état de l'environnement.

- ▶ Assistance à la préparation des documents d'évaluation de l'environnement et des études reliées aux transactions foncières qui nécessitent des évaluations environnementales en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCEE).
- ▶ Financement de 13 projets de remise en état et de quatre sites d'enfouissement.

Développement économique :

- ▶ Mise en œuvre de l'année 2 de l'initiative de renouveau économique (IRE), ce qui inclut la conférence annuelle, des forums sur l'énergie, la foresterie et l'initiation aux affaires.
- ▶ Présentations à tous les directeurs provinciaux qui possèdent des programmes de développement économique sur l'objet de l'IRE et sur les liens qui appuient le développement économique.
- ▶ Approbation de 25 projets du NAR pour un total de plus de 1 million de dollars; soutien de 17 projets du Fonds de participation pour un total de plus de 1,3 millions de dollars; soutien de 16 garanties de prêt pour un total de 1,03 millions de dollars.
- ▶ Soutien de sept projets d'entreprises dans le cadre du plan quinquennal de développement économique Akwesasne-Canada. Dépassement des objectifs d'achat pour l'année financière 1999-2000.
- ▶ Offre d'une aide à TPSGC dans le cadre d'une conférence régionale des agents des achats et du salon des fournisseurs autochtones. Renforcement de l'autonomie gouvernementale des Autochtones.

Mise en valeur des capacités :

- ▶ Offre d'un soutien financier au lac Caribou Nord pour organiser un atelier pour administrateurs de bande.
- ▶ Soutien de la mise en valeur des capacités par l'intermédiaire du partage des coûts de 19 accords de cogestion, pour un montant total de 603 500 \$.
- ▶ Participation à un comité du Confédération College afin d'élaborer un nouveau programme visant l'acquisition de compétences dans les domaines des finances, de la planification économique, de la prévision, des négociations

et des possibilités de partenariat.

- ▶ Assistance à des rencontres avec la nation Nishnawbe-Aski (NNA) et instauration d'un plan de travail pour une stratégie de mise en valeur des capacités financières.
- ▶ Organisation du premier de quatre séminaires " Building Relationships ".
- ▶ Organisation de séances d'information avec la NNA et les organismes de la nation sur les " droits inhérents et leur négociation ".
- ▶ Offre à la NNA d'une aide supplémentaire de 1,4 million de dollars pour réaliser les consultations communautaires et assurer la mise en valeur des capacités à l'échelon communautaire.
- ▶ Formation de six participants au Programme régional d'administration des terres.
- ▶ Présentations sur les AR et sur des revendications précises auprès des Premières nations et d'autres groupes de tiers intéressés.
- ▶ Collaboration avec les Premières nations à l'administration du programme de location grâce à l'évaluation de plus de 1 200 lotissements pour chalets et de 12 rapports d'évaluation.
- ▶ Organisation d'un atelier sur l'inscription des Indiens auprès des Premières nations.
- ▶ Organisation de séances sur les élections et les répercussions de la Décision Corbiere à la baie Washagamis.
- ▶ Formation dans le domaine des effectifs à Rat Portage et Fort William.
- ▶ Offre d'un financement et d'une aide à l'organisation d'ateliers sur les élections à 16 Premières nations.
- ▶ Accès aux fonds du programme Rassembler nos forces pour faciliter la création d'un chapitre ontarien de l'association des comptables autochtones. Les progrès réalisés à ce jour dépassent les objectifs.
- ▶ Offre d'une aide aux Premières nations en rapport avec la mise en œuvre de systèmes accessibles par échange de données informatisé, comme les statistiques sur la population non inscrite vivant dans les réserves (PNIR), le logement et le Système de

gestion des immobilisations (SGBS).

Négociations :

- ▶ Atteint les étapes finales de l'accord de l'entente de principe (EP) à propos de l'éducation et de l'exercice des pouvoirs à Fort Frances.
- ▶ Progrès sur la voie d'un accord cadre sur l'éducation avec Kenora et Dryden.
- ▶ Signature de l'EP avec Thessalon.
- ▶ Progrès importants sur la voie de la conclusion d'un accord avec Sand Point (réalisé à 80 %) et avec Pic Mobert (réalisé à 90 %).
- ▶ Progrès sur la voie de la mise en œuvre des règlements relatifs aux revendications territoriales de Mississauga et Wikwemikong (réalisé à 80 %).
- ▶ Supervision des votes de ratification des règlements relatifs aux revendications des Premières nations d'Assabaska et Big Grassy.
- ▶ Conclusion d'EP avec Rocky Bay (ajouts) et Wasauksing (frontières).
- ▶ Conclusion d'une entente finale avec la Première nation de Whitefish River sur les terres cédées non vendues.
- ▶ Soutien des négociations relatives aux revendications territoriales de Caldwell, Enniskillen, Wahta Mohawk, Big Grassy, Assabaska, Whitefish Lake, Lac Seul et Fort William.
- ▶ Prestation d'un soutien régional à l'élaboration d'une EP avec Ipperwash.
- ▶ Signature d'un accord cadre avec la NNA sur l'éducation et l'exercice des pouvoirs, menant à une EP.
- ▶ Soutien suivi des négociations relatives à l'exercice des pouvoirs à Akwesasne
- ▶ Participation à la rédaction préliminaire d'un accord sur l'autonomie gouvernementale avec le CUA.
- ▶ Négociation directement avec Ontario Hydro et ses nouvelles entreprises de droits de passage, de permis et de baux sur les réserves indiennes.

Ajouts aux réserves (AR) :

- ▶ Achèvement du processus d'examen régional et transfert des propositions d'AR suivantes à l'étape du décret : Moravians, lac Big Trout, Chippewa Tri Council, Lansdowne House, Rat Portage, Six-Nations, Mattagami et Weenusk.
- ▶ Achèvement de la création d'une réserve à Attawapiskat.
- ▶ Réalisation de progrès importants sur la voie de création de réserves à Nibinamik, Aroland, Slate Falls et Webequie.
- ▶ Participation à l'examen conjoint de la politique relative aux AR avec le groupe MAINC/APN.
- ▶ Participation suivie aux processus et aux travaux du comité des AR; le projet de Turton Penn est pratiquement terminé.
- ▶ Réalisation réussie du transfert des pouvoirs de gestion des terres aux Premières nations de Georgina Island et Scugog.
- ▶ Aide à l'élaboration du manuel de désignation des terres.

Renouvellement des partenariats

Partenariats :

- ▶ Collaboration avec la NNA, AC-DGSM et le MSSC à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant à aider les collectivités à risque.
- ▶ Rencontre de la NNA, des Premières nations et des conseils tribaux à propos des options d'amélioration des infrastructures routières et électriques pour les collectivités éloignées.
- ▶ Collaboration avec les Premières nations à trois évacuations incendie.
- ▶ Collaboration du Manitoba, de l'Ontario et des Premières nations à la préparation d'un plan de gestion du bassin pour le lac Shoal.
- ▶ Collaboration avec First Nations Technical Services Corporation (FNTSC) et SC à la mise au point d'outils pour faciliter le rôle des systèmes d'évacuation des eaux usées de manière à résoudre les problèmes de qualité de l'eau.

- ▶ **Création d'un comité de réseau environnemental dans chaque secteur d'activités, ce qui inclut des membres des Premières nations, des conseils tribaux, d'Environnement Canada, de Santé Canada et de la province.**
 - ▶ **Collaboration avec le Conseil des Mohawks d'Akwesasne (CMA) à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour déterminer l'évaluation des biens immobiliers de manière à tenir compte des croyances traditionnelles.**
 - ▶ **Participation à l'unité stratégique de l'Ontario composée de négociateurs en chef, d'assistants et du personnel du droit inhérent, en mettant l'accent sur l'exercice des pouvoirs et l'éducation.**
 - ▶ **Poursuite du partenariat avec le COO sur le programme d'emploi d'été pour étudiants.**
 - ▶ **Participation aux conseils fédéraux de l'Ontario, de Sudbury et de Thunder Bay.**
 - ▶ **Participation à la direction du Conseil fédéral de l'Ontario et présidence du sous-comité autochtone.**
 - 16** ▶ **Collaboration avec les autres ministères du gouvernement au recrutement et au maintien en poste des employés autochtones dans la fonction publique.**
 - ▶ **Collaboration avec les Mohawks de la baie de Quinte (MBQ) à l'offre d'une formation à la sensibilisation à la culture autochtone.**
 - ▶ **Participation active au comité de gestion de la sécurité incendie dans le Grand-Nord, en collaboration avec la NNA et la province.**
 - ▶ **Poursuite des travaux avec le solliciteur général (mesures d'urgence) pour garantir que des procédures d'évacuation adéquates sont en place pour toutes les Premières nations.**
 - ▶ **Poursuite de l'extension du site intranet régional et de la page Web de l'Ontario sur le site Internet du Ministère; de nouveaux sites seront lancés au cours de l'année prochaine.**
 - ▶ **Élaboration d'une stratégie de communication en partenariat avec Five Nations Energy Inc., dans le but de préparer l'annonce officielle du lancement du réseau hydroélectrique de la Baie James.**
 - ▶ **Production d'une brochure sur les anciens combattants autochtones.**
 - ▶ **Appui du ministre lors de six grandes annonces : extension du réseau électrique à l'ouest de la Baie James, ouverture de l'usine de traitement des eaux de Beausoleil, ouverture de l'école de Neskantaga, grande ouverture du conseil des ressources de Anishinabe Kabapikotawangag, signature de l'accord cadre avec la NNA, et annonce du réseau hydroélectrique de Pikangikum.**
 - ▶ **Organisation de deux journées éducatives lors du Canadian Aboriginal Festival et coordination des deux journées des " services du gouvernement fédéral " avec d'autres ministères fédéraux.**
 - ▶ **Participation à un certain nombre de salons de carrière.**
 - ▶ **Promotion de la Journée nationale des Autochtones à Nathan Philips Square, Harbourfront, Scarborough Town Centre et à Thunder Bay.**
 - ▶ **Visite de 12 écoles dans la région de Toronto pour effectuer des présentations auprès d'un total d'environ 2 500 élèves du primaire ou du secondaire sur les traditions et la culture autochtones.**
 - ▶ **Élaboration de stratégies en matière d'éducation du public, de communications et de sensibilisation au processus du droit inhérent en Ontario.**
 - ▶ **Présentation d'exposés auprès de cinq groupes d'employeurs sur la participation des Autochtones à la population active.**
 - ▶ **Préparation et distribution d'information historique sur les divers traités durant les Journées des traités.**
 - ▶ **Achèvement et publication du livret sur les traités de l'Ontario.**
 - ▶ **Production de six communiqués de presse, préparation de notes de discours pour six allocutions du ministre et trois discours de hauts fonctionnaires de ministères.**
- Éducation du public/communications :
- ▶ **Des projets de stratégies de communication ont été rédigés pour les tables de négociation de la NNA, de Fort Frances et de Kenora.**

- ▶ Production de 33 fiches techniques traitant de développement économique.
 - ▶ Traitement de 388 notes d'information (contre 69 en 1998-1999), 1 128 dossiers (contre 614 en 1998-1999), 25 exposés de question/fiches PQ (contre 7 en 1998-1999), 53 demandes d'AIPRP (contre 53 en 1998-1999), réponse à 426 demandes de renseignements du public (contre 432 en 1998-1999), réponse à 94 appels des médias et à 35 plaintes ou allégations.
 - ▶ Instauration de nouvelles relations financières :
 - ▶ Achèvement de deux initiatives de croissance dans le Nord; ces discussions ont abouti à la signature de neuf nouvelles ententes pluriannuelles dans le Nord de l'Ontario.
 - ▶ Organisation de séances d'information avec les Premières nations, les vérificateurs, les conseils tribaux, les agents financiers et les banques, avec pour résultat la signature de cinq nouvelles ententes pluriannuelles dans le Sud de l'Ontario.
 - ▶ Achèvement d'un projet de cadre de responsabilisation et de vérification de la conformité basé sur un cycle de cinq ans.
 - ▶ Fourniture d'une aide à l'appui de l'autonomie gouvernementale afin d'aider les conseils tribaux et les Premières nations à terminer 45 des 47 rapports d'évaluation de la responsabilisation et de la gestion.
 - ▶ Réception de 39 des 46 politiques en matière d'appel d'offres des Premières nations du Sud et de 42 des 45 Premières nations du Nord.
 - ▶ Élaboration et mise en œuvre de mécanismes pour améliorer les processus de financement de la région.
 - ▶ Réorganisation du système de paiement prévu par les traités et fourniture d'avis dans le cadre de l'élaboration de la politique nationale.
 - ▶ Élaboration des procédures régionales de l'Ontario en matière de contrôle et de transfert des fonds détenus dans le compte d'attente des fonds des Indiens.
 - ▶ Organisation de deux séances d'information avec les fonctionnaires et les institutions financières afin d'évaluer la possibilité pour les banques de faire directement affaires avec les Premières nations en se prévalant des ententes pluriannuelles.
 - ▶ Coordination et soutien des discussions avec Akwesasne et l'UOI relativement aux relations financières.
 - ▶ Encadrement de l'équipe chargée des vérifications de la conformité des évaluations des écoles et des frais de scolarité de la province ainsi que des centres culturels.
- Mise en valeur de la capacité interne et leadership :
- ▶ Chaque employé a rempli un plan de formation individuelle après discussion avec son superviseur ou directeur.
 - ▶ Poursuite du soutien des initiatives à la fois régionales et nationales en rapport le leadership et l'apprentissage.
 - ▶ Organisation d'un atelier de deux jours pour tous les employés de soutien et les agents subalternes.
 - ▶ Participation au programme de recrutement d'Autochtones au niveau de la maîtrise, au Programme pour les diplômés, au PRAS, au PAC, au PEA, au CE et au PRDIP.
 - ▶ Poursuite de la mise en œuvre de diverses étapes de la NCU.
 - ▶ Participation au groupe de travail sur le SIEP régional et national.
 - ▶ Soutien de La Relève, du programme d'orientation pour cadres intermédiaires et des activités du conseil fédéral en assistant à des conférences et réunions ou en les animant.
 - ▶ Offre de possibilités de perfectionnement dans le cadre de détachements à des employés de CE.
 - ▶ Soutien des événements parrainés par Dodem Kanonhsa et participation, et début de la planification d'une résidence pour les Anciens à Thunder Bay.
 - ▶ Coordination de six vérifications régionales, d'une vérification du BVG et production d'une nouvelle directive régionale et modification de quatre autres.

Région de l'Ontario

Bureaux

Toronto

25, avenue St. Clair Est, 5e étage
Toronto (Ontario) M4T 1M2
Tél. : (416) 973-6234

Thunder Bay

100 Anemki Drive, R.R. #4
Thunder Bay (Ontario) P7J 1A5
Tél. : (807) 623-3534
Sioux Lookout Business Centre
c/o Thunder Bay Office
Tél. : (807) 737-2800

Brantford Business Centre

58 Dalhousie St., 3rd floor
P.O. Box 1960
Brantford (Ontario) N3T 5W5
Tél. : (519) 751-2200

Sudbury Business Centre

Time Square, 1760 Regent St.,
Sudbury (Ontario) P3E 3Z8
Tél. : (705) 522-5100

Site web de la région de l'Ontario:

www.inac.gc.ca/on
www.ainc.gc.ca/on

Publié avec l'autorisation du ministre des Affaires
indiennes et du Nord canadien Ottawa, 2000
<http://www.ainc.gc.ca>

QS-T010-000-FF-A1
No de catalogue R1-7/2001F
ISBN 0-662-84773-3

© Ministère des Travaux publics et Services gou-
vernementaux Canada

This publication is also available in English under
the title: Ontario Region – Business Plan – April
2000 – March 2001

Published under the authority of the Minister of
Indian Affairs and Northern Development
Ottawa, 2000
<http://www.ainc.gc.ca> QS-T010-000-EE-A1
Catalogue No R1-7/2001E
ISBN 0-662-29037-2

QS-T010-000-FF-A1
No de catalogue R1-7/2001F
ISBN 0-662-84773-3
© Ministère des Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Canada